

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63536

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

de proue et le réseau qu'elles fédèrent (ainsi, la contribution de François BEILECKE sur la »Literarische Welt« est exemplaire dans sa démarche et son organisation). Certains articles décrivent de plus la fonction des revues par rapport au public qu'elles visent, mettant ainsi à jour non seulement le rôle des intellectuels tel que ceux-ci le définissent en théorie mais esquissant également (ainsi Emmanuelle WISS sur »Die Gleichheit«) une typologie des pratiques intellectuelles, en particulier sous l'aspect discursif (Axel SCHILDT sur les »Neue Blätter für den Sozialismus«).

Toutefois, certaines contributions sont consacrées uniquement à des individus (ainsi Philippe ALEXANDRE sur Paul Göhre) dont on se demande en quoi ils sont représentatifs. Là se fait jour la difficulté d'un tel ouvrage: si la plupart des contributeurs ont joué le jeu de la présentation synthétique et utile pour qui souhaite des informations précises sur un sujet, d'autres semblent se focaliser sur ce qui est vraisemblablement leur domaine de recherche privilégié et peinent à prendre du recul par rapport à une approche ultra-spécialisée – ce qui ne remet pas en question la qualité intrinsèque de ces articles mais la manière dont ils s'insèrent dans le projet d'ensemble. Ainsi l'article de Simone ORZECOWSKI sur Otto Flake n'est-il pas entièrement à sa place dans ce recueil, tout comme d'ailleurs les trois articles constituant le (trop bref et paradoxalement beaucoup trop détaillé) chapitre »Le milieu en péril (1933–1945)«, qui semblent ne pas viser le même public que le reste du volume. Enfin, une petite critique peut aussi viser la pertinence thématique de certains articles: l'article de Michel GRUNEWALD sur le temporaire dialogue entre les communistes et le milieu »de gauche de droite« regroupé autour de Moeller van den Bruck se situe à la frange du sujet traité, et on peut légitimement se demander ce que vient faire l'article d'Anne-Marie CORBIN sur »Forum«, revue autrichienne, dans ce volume explicitement consacré à l'Allemagne. Il faut toutefois souligner que, d'une manière générale, le recueil évite, tant dans l'approche que dans le but visé, l'écueil du disparate qui caractérise trop souvent les actes de colloques, et se signale plutôt par son unité thématique et fonctionnelle, même si celle-ci est parfois moins réelle que »mise en scène« par les titres. Ainsi la contribution de Michel DURAND sur »L'engagement pacifiste de »Die Aktion« entre 1911 et 1914« porte-t-elle exclusivement sur les éditoriaux de Franz Pfemfert, décrivant »l'antipacifisme« de Pfemfert, sa manière d'attaquer entre autres les »Friedenssportleute«, les pacifistes »officiels« donc. Bref, cet article très complet eût gagné à porter un titre plus précis, même s'il passait moins dans le projet d'ensemble. Enfin, il est dommage que de fréquentes coquilles, tant en allemand qu'en français, viennent gâcher le plaisir que l'on prend à la lecture de cette belle entreprise collective.

Valérie ROBERT, Paris

Moritz FÖLLMER, *Die Verteidigung der bürgerlichen Nation. Industrielle und hohe Beamte in Deutschland und Frankreich 1900–1930*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2002, 368 p. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 154).

Ce livre, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2000 à l'Université Humboldt de Berlin (sous la direction de Wolfgang Hardtwig) traite de l'histoire des représentations. Centré sur l'idée de nation et son rôle dans la construction des identités sociales et régionales, le projet de l'auteur revêt un double intérêt: par sa visée comparative d'abord, puisqu'il s'interroge sur les différences et les ressemblances entre la France et l'Allemagne entre 1900 et 1930, par son objet d'étude ensuite qui ambitionne de traiter ensemble les industriels et les hauts fonctionnaires – alors que l'historiographie allemande a longtemps distingué entre fractions culturelle et économique de la bourgeoisie, malgré leurs liens étroits et le fait qu'elles partagent une même culture bourgeoise. Fort de ces deux partis pris, le livre cherche à répondre à une question centrale: quand et comment la construction par ces

élites de l'idée de nation a-t-elle eu lieu et quelles ont été ses conséquences pour leur identité individuelle et collective? L'étude prend pour matériau les rapports des préfets et les publications de différentes associations d'industriels. Ce travail permet de percevoir comment entrepreneurs et hauts fonctionnaires instrumentalisent l'idée de nation qui sert leurs intérêts et légitime leur action. En particulier, l'analyse montre en quoi la référence nationale s'articule avec un engagement urbain ou régional, fondé en réalité sur des valeurs bourgeoises. Le livre suit un découpage chronologique, en distinguant la décennie d'avant-guerre, la Première Guerre mondiale et les années 1920. La construction parfaitement symétrique des chapitres, qui traitent successivement le cas allemand et le cas français avant de présenter les ressemblances et les différences, fait de cet ouvrage un modèle d'histoire comparée.

Les thèses principales de ce livre peuvent être résumées comme suit: pour l'avant-guerre, l'auteur met en évidence une «logique de la nation» commune à la France et à l'Allemagne, malgré des différences persistantes en matière d'institutions ou de culture politique. Les industriels et les hauts fonctionnaires placent leurs existences sous le signe d'un essor national qui les dépasse et leur donne sens. La différence principale entre les deux pays réside dans les relations entre hauts fonctionnaires et industriels: alors qu'en Allemagne le caractère fédéral de l'Empire laisse à l'échelon régional et municipal s'épanouir les initiatives privées, l'installation de la République radicale en France suscite parfois des conflits entre les préfets, représentants d'une nation centralisée et anticléricale, et une bourgeoisie économique majoritairement catholique et conservatrice. Pour la période de la Première Guerre mondiale, l'auteur souligne encore les similitudes entre les deux pays, où se développe dans la bourgeoisie une même culture de guerre. Dans le cas allemand se pose néanmoins le problème spécifique de la perte de légitimité de l'État autoritaire (*Obrigkeitsstaat*), qui rejaillit sur le prestige de ses fonctionnaires. Ceux-ci tentent de compenser cette crise de confiance en s'investissant dans le nationalisme, comme l'illustre leur lutte symbolique contre les mots étrangers dans la langue allemande ou leur engagement dans l'administration civile des territoires occupés. En France, l'union sacrée conduit les préfets à mettre au second plan l'anticléricanisme pour sauvegarder un consensus patriotique. Dans les deux pays, industriels et hauts fonctionnaires confèrent un sens national à leur action, dont ils vont attendre une reconnaissance matérielle et symbolique (décorations), tout en sous-estimant l'ampleur de la contestation sociale qui s'affirme. Après 1918, les divergences entre la France et l'Allemagne l'emportent, laissant les facteurs conjoncturels primer sur les tendances de longue durée. Dans l'Allemagne de la révolution et de l'inflation, les élites économiques et étatiques interprètent les attaques dont elles sont l'objet en termes de crise nationale et réagissent en se plaçant à la tête d'un combat défensif national dans les régions frontalières. Ce faisant, elles se montrent réceptives à l'idéologie de la «communauté du peuple» (*Volksgemeinschaft*), qui confère une orientation positive à leur action en promettant un nouvel ordre où les conflits sociaux et politiques seraient surmontés. Dans ce contexte, elles approuvent le tournant de 1933. En France, où la victoire a légitimé la position des industriels et hauts fonctionnaires, l'idée dominante est celle d'«union nationale». Ce concept s'adapte aisément aux intérêts des différents groupes: les préfets définissent l'union nationale par opposition à l'internationalisme révolutionnaire et adoptent ainsi une position consensuelle qui les rapproche des élites économiques locales catholiques. Quant aux industriels, ils élaborent des projets de réforme de l'État qui résoudraient les conflits inhérents au parlementarisme et donneraient plus de poids aux régions économiques. Au terme de cette étude, l'auteur conclut cependant à une certaine continuité de part et d'autre de la Première Guerre mondiale qui ne représente pas de véritable césure pour une culture bourgeoise liée à l'idée de nation. Les responsabilités municipales, l'engagement social et l'activité professionnelle des élites étudiées sont perçus comme des activités nationales sur toute la période.

Les limites de ce raisonnement sont celles de tout projet comparatif, à savoir la nécessité de faire des choix dans l'étude des cas, ce qui confère un caractère forcément partiel à ce livre ambitieux. L'auteur se concentre pour la France sur les régions industrielles de Lyon et de Lille-Roubaix-Tourcoing et pour l'Allemagne sur Düsseldorf et le Wurtemberg. Un problème méthodologique se pose cependant lors de la généralisation des résultats à l'ensemble des élites des deux pays et l'on ne peut s'empêcher de se demander si les régions choisies sont représentatives. C'est en particulier le cas pour l'après guerre où l'auteur s'attache aux cas limites des régions frontalières, qui ont connu des destructions pour le Nord de la France ou le statut d'occupation pour la Ruhr en 1923. La construction de l'idée de nation ne se pose sans doute pas dans les mêmes termes dans les régions moins exposées aux événements internationaux. On peut faire une seconde critique: si l'intérêt d'un regard allemand sur le cas français permet d'éclairer de manière intéressante le problème du régionalisme et ses liens avec un discours national, on regrette en revanche que le livre reste silencieux sur les conflits pouvant résulter outre-Rhin de la double appartenance au *Land* et au *Reich*, dans une époque pourtant marquée par le processus de centralisation.

Marie Bénédicte VINCENT, Paris

Marc SCHALENBERG, *Humboldt auf Reisen? Die Rezeption des »deutschen Universitätsmodells« in den französischen und britischen Reformdiskursen (1810–1870)*, Basel (Schwabe & Co) 2002, 520 S. (Veröffentlichungen der Gesellschaft für Universitäts- und Wissenschaftsgeschichte, 4).

Marc Schalenberg hinterfragt in seiner 1999 an der Humboldt-Universität zu Berlin eingereichten Dissertation die häufig zu hörende Behauptung, das deutsche Universitätsmodell sei im Verlauf des 19. Jh. im Ausland intensiv rezipiert und importiert worden. Zwei Fallbeispiele dienen ihm als Untersuchungsgrundlage: zum einen England, wo er sich besonders Oxford zuwendet, zum anderen Frankreich, wo die Wissenschaftslandschaft von Paris eingehender beleuchtet wird. Der Autor konzentriert sich hierbei auf den Zeitraum von 1810 bis 1870 (vielleicht wäre, dies nur nebenbei, eine Einbeziehung des späteren Zeitraums sinnvoll gewesen, da beispielsweise die große Hochschulreform in Frankreich, während der man sich oft auf Deutschland bezog, erst in den späten 1860er Jahren begann, die Neubestimmung der französischen Wissenschaftslandschaft mithin nicht in die untersuchte Phase fällt). Ein Teil des Buches widmet sich der Ausstrahlung der »Realgestalt« der deutschen Universität, wobei darunter die institutionellen, nicht aber die sozialen Strukturen verstanden werden (Fragen wie die nach der internen Hierarchiestruktur in den Institutionen oder der Karriere- und Rekrutierungsmuster will der Autor mithin nicht behandeln). Da der Verfasser dem Ansatz einer »kontextualisierenden Ideengeschichte« (S. 35) verpflichtet ist, steht vor allem die Wirkung der »Idealgestalt« der deutschen Universität im Ausland im Zentrum. Für Deutschland ist die eng mit dem Namen Wilhelm von Humboldts verbundene Universitätsidee laut Schalenberg durch vier Elemente gekennzeichnet, die sich auch in den institutionellen Strukturen niederschlagen: »Einheit von Forschung und Lehre«, »Freiheit von Forschung, Lehre und Studium«, die »Trägerschaft durch einen »Kulturstaat« sowie die »Einheit und Priorität der Wissenschaft« (S. 61/62).

Wurden diese Ideen nun in Oxford und Paris rezipiert? Der Verfasser untersucht zur Beantwortung dieser Frage im französischen Fall neben den Veröffentlichungen einiger Einzelpersonlichkeiten die Einrichtungen des tertiären Bildungssektors inklusive der für sie verantwortlichen Politiker und der Mitarbeiter, außerdem die Aktivitäten Gelehrter Gesellschaften und ausgesuchter Salons sowie mehrere Zeitschriften. Parallel dazu verläuft die Analyse beim englischen Fall: Auch hier werden die Schriften einiger Intellektueller